

Resistance des Australiens

Les journaux de septembre et d'octobre ont publié nombre d'articles et de lettres au sujet de la nouvelle confédération australienne. Plusieurs de ces articles sont écrits sur un ton très acerbe à l'endroit des colons. Il semble évident que les Australiens sont décidés à repousser l'intervention du gouvernement britannique dans leur politique intérieure, même lorsque cette politique affecte les intérêts du commerce et des industries de la Grande Bretagne ou qu'elle crée à la mère-patrie des complications diplomatiques. Déjà le gouvernement japonais, d'une part, et les grandes compagnies anglaises de navigation, d'autre part, se plaignent amèrement des lois actuelles ou projetées de l'Australie sur le commerce, l'immigration et le travail. M. Chamberlain a envoyé à lord Hopetoun, gouverneur-général du Commonwealth, une dépêche demandant que le gouvernement fit certaines modifications à ces mesures législatives.

Le premier ministre, M. BARTON, "déclara qu'avec le concours de ses collègues il avait fait répondre à cette dépêche, faisant savoir qu'il acquiesçait au principe de la politique énoncée, et promettait que le gouvernement ne proposerait aucune mesure législative contraire au désir qu'on avait exprimé."

"M. REID (ancien premier ministre de la Nouvelle Galles du Sud et leader de l'opposition dans la nouvelle Chambre fédérale) dénonça violemment le cabinet Barton pour avoir fait cette promesse à M. Chamberlain. Il déclara qu'il était inconstitutionnel et inconvenant que le gouvernement anglais fût renseigné sur la politique du ministère avant que le parlement australien en fût saisi. Il ajouta qu'il étudierait la question sérieusement, afin de voir si l'action du Cabinet ne devrait pas faire en elle-même le sujet d'un débat à la Chambre des représentants."

(Voir dépêche au *Times* du 28 septembre 1901.)

D'autres dépêches annoncent qu'effrayé de l'attitude de M. Reid et des colères du parti ouvrier, le gouvernement va probablement revenir sur sa décision et repousser la demande de M. Chamberlain. C'est déjà fait quant à la question du travail des Jaunes et l'immigration des Asiatiques et des Européens pauvres et illettrés — sans exception des fils de la mère-patrie.

M. Reid aurait fort à faire au Canada. Depuis quatre ans, toutes les négociations entre le gouvernement canadien et les autorités